

Le conflit colombien : de l'idéologique au narcotrafic

François Audet *

Depuis plus de 50 ans, le conflit perdurant en Colombie a su s'adapter aux réaménagements intervenus au sein de l'ordre mondial. Malgré sa longue culture démocratique et sa forte économie, la Colombie se développe sous l'emprise de la violence : plus de 3 000 enlèvements et disparitions, et plus de 25 000 victimes annuellement contribuent à maintenir un état d'insécurité au sein de la population civile et font fuir les investisseurs étrangers. Longtemps considéré comme un conflit de faible intensité, traversé par des périodes de paix et de guerre, le conflit colombien, de par son étendue, a récemment vu la violence se généraliser et atteindre des niveaux sans précédent¹. Depuis l'échec du dernier processus de paix, en 2002, une nette augmentation du nombre d'incidents violents a été enregistrée, touchant maintenant les villes et un nombre toujours plus grand de civils, engendrant ainsi le déplacement de milliers de personnes fuyant la guerre². Aujourd'hui, le conflit entre le gouvernement, les paramilitaires et les guérillas est reconnu pour

ses violations toujours plus fréquentes du droit humanitaire et des droits de la personne.

L'histoire et la rhétorique qui animent le conflit colombien permettent d'expliquer les dynamiques ainsi que les transformations qui caractérisent cette guerre et les différentes politiques mises en œuvre pour tenter d'aboutir à la paix. La singularité de ce conflit est certainement sa continuité. À l'origine essentiellement idéologique et s'inscrivant dans le contexte de la Guerre froide, le conflit colombien a été fortement influencé par le contexte international et la révolution cubaine, alors qu'il avait pour objet la répartition des terres³ et l'égalité sociale⁴. Or, le conflit s'est transformé et trouve aujourd'hui son origine dans le trafic de la drogue et le contrôle des ressources naturelles (terres pour la culture du coca, gazoduc pour l'extraction et le transport du pétrole)⁵. Les groupes de guérilla et les

* Chargé de programme à CARE Canada et chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et défense canadiennes, PEDC, UQAM.

¹ Voir: Banque Mondiale, *Colombia, Addressing Violence and Conflict in a Country Strategy*, p.6.

<http://www.worldbank.org/poverty/strategies/review/semseri/es/colombia.pdf>

² Voir Global IDP Database, 02-07-19, *Colombia, Profile Summary*, p:1-7, www.idpproject.org

³ Larranaga, Roberto Sancho. *Guerrilla y terrorismo en Colombia y España: ELN y ETA*. Editorial UNAB. Colombia. ISBN 958-8166-19-5.

⁴ Report of the manager of the SSN (National System for Information and Comprehensive Assistance to the Population Displaced by Violence) to the Colombian Senate, March 20, 2001.

⁵ Audet, François. 2003. *Colombie: des intérêts divergents pour un conflit sans fin*. Observatoire des Amériques. Centre études internationales et mondialisation CEIM, UQAM. http://www.ceim.uqam.ca/Obs_Amer/pdf/Chro_Colombie.pdf

paramilitaires ont profité de l'effondrement des grands cartels colombiens des années 90, pour s'approprier cette filière excessivement lucrative et financer leurs activités. On a en fait observé l'altération du dogmatisme idéologique des groupes de guérillas qui se sont converti, dans une perspective de financement, en narcotrafiquants.

Le présent document vise à étudier la complexité du conflit colombien et à jeter les bases de l'analyse des motivations actuelles des principaux acteurs du conflit. Ce texte n'a pas la prétention de faire une analyse exhaustive de la nature de ces idéaux, mais plutôt d'exposer et de mettre à jour les intérêts de ces acteurs, en fonction de l'évolution du conflit.

Introduction au conflit colombien

C'est en 1948, en réaction à l'assassinat du charismatique dirigeant du Parti Libéral, Jorge Eliecer Gaitan, que débutent les « premières violences » contemporaines en Colombie entre les partis Libéral et Conservateur. Cette période marquante de l'histoire de la Colombie désignée comme « *La Violencia* » fera plus de 300 000 morts. Suite à un bref intervalle instituant un gouvernement militaire autoritaire, les partis Libéral et Conservateur s'allient à la fin des années 1950 et créent une coalition nommée *Frente Nacional* (Front National). Cette union, excluant les autres partis politiques, provoque de vives réactions et la création de mouvements de protestations organisées qui ont engagé les premières activités de la guérilla colombienne. Les deux mouvements révolutionnaires les plus importants qui sont nés en réaction à ces événements et sont encore actifs aujourd'hui sont les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de Libération Nationale (*Ejército de Liberación Nacional*, ELN). Ce renouvellement des violences se situe dans un contexte mondial où la Guerre froide est à son apogée. Les FARC sont créées en 1966, suite à un raid de 16 000 soldats de l'armée, épaulée par les États-Unis, contre une population de 1000 habitants⁶. Les FARC considèrent que le peuple est victime des propriétaires terriens et des militaires. Cette perception implique que les paysans sont laissés pour compte au bénéfice

d'une exploitation financière impérialiste⁷. On sait aujourd'hui que les FARC sont constitués de plus ou moins 18,000 membres sur 70 fronts et de milices urbaines qui, d'une situation à l'autre, contrôlent entre 40 et 60% du territoire colombien⁸. Les forces armées poursuivent une approche militaire de contrôle des terres rurales plutôt qu'une approche simplement politique. Leurs adhérents prônent différentes philosophies communistes assez hétérogènes et ils comprennent également des guérilleros d'allégeance castriste qui ont développé un discours défendant la révolution agraire et attaquant l'impérialisme. Elles se financent à même une taxe sur le commerce de la drogue, et par le kidnapping.

Semblable aux FARC, mais plus marginal, le ELN est créé en 1964 et compte approximativement 3,500 combattants. Malgré certaines tentatives de rapprochements depuis le début de leur création, les FARC et le ELN sont demeurés fidèles à leurs fondateurs et leurs approches, tant pratiques qu'idéologiques diffèrent sensiblement. Le ELN, beaucoup plus urbain que les FARC, a été influencé au départ par *Che* Guevara et le mouvement de la théologie de la libération. Le ELN est principalement financé par les enlèvements et il s'attaque aux pipelines et aux infrastructures pétrolières; il ne semble pas avoir de lien apparent avec le trafic de la drogue⁹.

À cela s'ajoute un troisième acteur. En effet, dans les années 1970, émerge un groupe de contre-révolutionnaires, souvent appelé les paramilitaires, formant le Groupe d'Autodéfense Uni de la Colombie (AUC). Ce mouvement de droite, largement toléré et parfois assisté par l'armée colombienne et défendant des intérêts spécifiques, notamment ceux des grands propriétaires terriens, a comme but la suppression de toutes les aspirations de type communiste, perçues comme une menace aux valeurs du 'monde libre'. Plusieurs notent une association directe entre les militaires et les AUC, mais il semble que ceux-ci possèdent une organisation hiérarchique distincte et très

⁶ Voir CIP, Centre for International Policy, 05/07/2003, « Information on the combattants », *Colombia Project*, 27 August 2002. <http://ciponline.org/colombia/infocombat.htm>

⁷ Lire Cardenas, Maria Cristina, « Colombia's Peace Process: The continuous Search for Peace », *Florida Journal of International Law*, Vol. 15, 2002, p.277.

⁸ CIP, Centre for International Policy, 05/07/2003, « Information on the combattants », *Colombia Project*, 27 August 2002. <http://ciponline.org/colombia/infocombat.htm>

⁹ Livingston, Grace. 2003. *Inside Colombia. Drugs, democracy and war*. Rutgers University Press.

décentralisée, même si les militaires ferment les yeux sur leurs camps et activités. Les paramilitaires sont, comme les FARC, alimentés par les revenus que procure le trafic des stupéfiants¹⁰. De plus, les États-Unis et l'Union soviétique (URSS) à l'époque, ont appuyé par moment, selon leurs intérêts propres, les principaux protagonistes du conflit colombien, cette interférence internationale a fortement contribué à la dégénérescence du conflit.

Plusieurs autres groupes plus ou moins importants ont émergé depuis lors. Le groupe M19 fondé par des intellectuels de la classe moyenne du mouvement populiste Amado et d'anciens membres des FARC sont certainement les plus populaires. Nationaliste radical et populiste, il a été actif de 1973 à 1990 en milieu urbain à Cali et à Bogota, et il a bénéficié d'une grande popularité en raison d'actions spectaculaires dont le vol de 5000 armes et l'occupation de l'ambassade de la République Dominicaine.

Alors que la chute du mur de Berlin en 1989 a contribué à résorber plusieurs conflits, la Colombie ne parvient toujours pas à résoudre le sien. En fait, il a été démontré que les conflits n'impliquant pas des demandes séparatistes et ayant des ressources naturelles facilement exploitables telles que le diamant, le pétrole, ou la drogue, sont plus difficiles à résoudre que tout autre, car les instigateurs ont les moyens et l'intérêt de continuer le combat¹¹. On note entre autres que l'ensemble des conflits latino américains qui n'étaient pas alimentés par des intérêts économiques ont pris fin, alors que la Colombie persiste dans une violence inégalée. Aujourd'hui, le conflit colombien est toujours au centre du discours et des tensions internationales. Par exemple, les États-Unis soutiennent financièrement et politiquement le gouvernement de la Colombie dans sa lutte contre le narcoterrorisme. C'est d'ailleurs dans le cadre de leur guerre contre la drogue dans la région, que les États-Unis mènent leur propre combat en territoire colombien depuis le début des années 1990. Dans le but d'attaquer à sa source le problème de la drogue, une partie de la stratégie étasunienne vise directement les zones de

production en Colombie. Des milliers d'hectares ont ainsi été fumigés. Ce programme soulève l'inquiétude, car la fumigation est hautement chimique et elle détruit l'agriculture légale, y compris l'agriculture de subsistance, tout en ayant de sérieuses répercussions sur l'environnement et la santé des populations vivant dans ces régions. Il va sans dire que de tels programmes ne contribuent en rien à gagner le support de la population paysanne. D'ailleurs, la production de coca, depuis le début des fumigations a plus que doublé. Ceci s'explique en partie par le fait que la production de coca peut être aisément relocalisée et qu'elle peut s'étendre dans des zones de moins en moins accessibles. Cela s'explique également par le transfert de la production de la coca depuis le Pérou et la Bolivie¹².

Un partenaire privilégié

L'intérêt soutenu des États-Unis pour la Colombie est corroboré par la déclaration de l'administration Clinton en 1997 dans laquelle elle cherchait à diversifier les sources d'approvisionnement en pétrole, dans le but de diminuer la dépendance du pays à l'endroit des pays du golf. Avec seulement 20% de ses ressources pétrolières exploitées, la Colombie offre une opportunité unique. Le « *Plan Colombia* » (Plan Colombie), lancé en septembre 1999, s'inscrit dans cette politique. Ce plan propose une réforme majeure en matière militaire, de sécurité et de lutte contre le trafic de la drogue et il offre une aide totalisant 7.5 milliards US\$, élevant ainsi la Colombie au troisième rang des pays bénéficiaires de l'aide des États-Unis, après Israël et l'Égypte. Les fonds américains ont, par exemple, permis la création de deux bataillons supplémentaires, composées d'une brigade militaire active de 2 300 hommes au sein de l'armée colombienne. Ce plan a aussi engendré une augmentation sensible de la présence des États-Unis en territoire colombien et dans la région, une présence qui a été réduite à un effectif de 800 par le Congrès des États-Unis. Cette présence militaire et étrangère n'en a pas moins des répercussions néfastes sur le conflit. Elle permet, entre autres, aux mouvements de guérillas d'avancer que les motivations des États-Unis sont de s'appropriier le pétrole colombien au détriment de la population pauvre et marginalisée. Cette allégation est d'ailleurs

¹⁰CIP, Centre for International Policy, 05/07/2003, « Information on the combattants », *Colombia Project*, 27 August 2002. <http://ciponline.org/colombia/infocombat.htm>

¹¹ Voir Ross, Michel L., « Oil, Drugs, and Diamonds : How do Natural Ressources vary in their Impacts on Civil War? », *The International Peace Academy Project on Economic Agendas in Civil Wars*, June 5, 2002, p.2.

¹² *State Department International Narcotics Control Strategy Reports*, 1996-2000

renforcée par le fait que les forces américaines sont situées à proximité des infrastructures pétrolières à la frontière du Venezuela. La lutte contre le trafic de la drogue, envisagée par le Plan Colombie s'étend depuis juillet 2002, à une lutte ouverte contre les rebelles des FARC et du ELN¹³ puisque ces groupes sont maintenant identifiés et catégorisés par le gouvernement américain comme étant des groupes « terroristes » ou « narco-terroristes », un expression qui établit un lien direct entre les activités criminelles du trafic de la drogue et les groupes armés non légitimes¹⁴. Cette décision, dans le contexte de l'après 11 septembre 2001, a entraîné la création d'un fonds supplémentaire de 98 millions affecté à la lutte au terrorisme et il a permis d'entraîner et d'équiper ce que l'on a appelé une « *critical infrastructure brigade* » coordonné par l'armée américaine.

Pour ajouter à cette situation complexe, la Colombie vit sa pire crise économique à la fin des années 1990, une situation qui contribue à alimenter le conflit¹⁵. La Colombie, historiquement une des économies les plus fortes de la région, avec une croissance annuelle, entre 1975 et 1995, se situant entre 4 et 5% par année, est passée, en 1998, à une croissance de 3% et, en 2000, à une croissance annuelle de 2,5%.¹⁶ Cette situation a affecté la fiscalité interne du pays, en diminuant le transfert d'argent entre le gouvernement et sa population, puisqu'il y a eu une diminution des revenus et une augmentation significative du budget militaire qui est passé de 2% du produit national brut à 3,8% en 2001¹⁷. En 2001, avec un effectif totalisant 158 000, le nombre de soldats a plus que doublé depuis

1985¹⁸, tandis que le niveau de pauvreté, en 1999, revient à celui de 1988. Concrètement, cela signifie que 64% de la population vit dans la pauvreté et 23% dans l'extrême pauvreté¹⁹. Le recul des conditions de vie a certainement contribué au maintien de la popularité des FARC. Cette situation de crise a également contribué à la perception que le gouvernement privilégie une minorité « riche » de la population aux dépens de la majorité « pauvre » et qu'il travaille de connivence avec les États-Unis à satisfaire leurs intérêts pétroliers en échange d'armes.

Les motivations

Les FARC justifient leurs actions violentes et criminelles (enlèvements, extorsion, taxe sur la production de la coca) et elles promeuvent leurs idéaux de justice, d'égalité et de solidarité²⁰, afin de recruter des candidats et de sauvegarder leur image à l'effet qu'elles combattent toujours au nom des paysans. Ce type de propagande est nécessaire à la réalisation de leurs objectifs économiques. Selon Paul Collier, « le grief est à une organisation rebelle ce qu'est l'image à une entreprise »²¹. Pour une organisation rebelle, il est donc essentiel d'évoquer l'injustice, réelle ou non, qui va justifier une guerre et une haine de l'ennemi. Ce puissant message séduit. Il apporte une solution ou, à tout le moins, une alternative à court terme, à la pauvreté dans laquelle vit la majorité des paysans, pour qui la culture du coca ou la résistance armée est la seule option permettant un changement ou une amélioration de la qualité de vie. Il est intéressant de noter qu'une étude faite en 1996 démontre que les 20% plus riches de la Colombie se partagent 71% des revenus et de la consommation nationale, alors que les 20% les plus pauvres ne comptent que pour 3% des revenus et de la

¹³ Voir Legault, Albert. « Vers une nouvelle donne pétrolière ? », *Le maintien de la paix*, No. 62, janvier 2003.

¹⁴ Pour plus de détails voir le site Internet de la CIA du gouvernement américain

(http://www.odci.gov/cia/public_affairs/speeches/2002/senate_select_hearing_03192002.html). La CIA précise, entre autres, que « *The terrorist threat also goes beyond Islamic extremists and the Muslim world. The Revolutionary Armed Forces of Colombia (FARC) poses a serious threat to US interests in Latin America because it associates us with the government it is fighting against* ».

¹⁵ Discours par Eduardo Aninat, « The Economic Foundation of Peace in Colombia », IMF, International Monetary Fund, Washington, 20 June 2002.

<http://www.imf.org/external/np/speeches/2002/062002.htm>

¹⁶ Department of Foreign Affairs and International Trade.

« Relations in Trade and Investment Colombia/Canada », Canadian Government, August 2001.

<http://www.infoexport.gc.ca/ie-en/DisplayDocument.jsp?did=6181&gid=191>

¹⁷ SIPRI, *Military Expenditure Database*, 2003.

http://first.sipri.org/non_first/result_milex.php?send

¹⁸ Tobar, Yaneth Giha et Reyes, Héctor Riveros et Velasco, Andrés Solo, « Military Expenditure in Colombia : Macroeconomic and Microeconomic Aspects », *Cepal review*, No. 69, December 1999, p.174.

¹⁹ Colombia Country Management Unit, « Colombia Poverty Report », PREM Sector Management Unit for Latin American and the Caribbean Region, Vol.1, March 2002, p. 19.

[http://wbln0018.worldbank.org/LAC/lacinfoclient.nsf/d29684951174975c85256735007fef12/cd4d7bab40aaedfe85256ba300696faa/\\$FILE/Executive%20Summary%20\(264KB\).pdf](http://wbln0018.worldbank.org/LAC/lacinfoclient.nsf/d29684951174975c85256735007fef12/cd4d7bab40aaedfe85256ba300696faa/$FILE/Executive%20Summary%20(264KB).pdf)

²⁰ Le FARC présente l'ensemble de ses revendications politiques sur son site Internet : www.farcep.org.

²¹ (traduction libre de l'anglais) Collier, Paul. « Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy », Crocker, Chester A, Hampson, Fen Osler, et Aall, Pamela (eds.), *Turbulent Peace, The Challenges of Managing International Conflict*, United States Institutes of Peace Press, Washington, 2001, p. 153.

consommation nationale²². Ces inégalités contribuent à renforcer le message des FARC et la légitimité de l'option la plus facile, sur les plans financier et psychologique, que représente la production de la coca ou la lutte armée contre l'inégalité des classes.

Par ailleurs, le maintien d'une structure de la taille des FARC est onéreuse et nécessite des fonds importants pour assurer l'approvisionnement en armement et en logistique. Dans ce contexte de conflit où les besoins en recrutement et en armement ont triplé depuis 1995, la survie institutionnelle et la recherche de financement sont fondamentales pour maintenir leur présence dans plus de 600 municipalités de la Colombie. De ce fait, l'an dernier seulement, les FARC ont engrangé des revenus de l'ordre de 600\$ millions²³, ce qui en fait l'une des organisations de guérilla les mieux financées de la planète. En conséquence, plusieurs s'interrogent sur leur volonté réelle à se transformer en parti politique légitime dans le contexte militaire et politique actuel²⁴.

Pour sa part, le gouvernement colombien de droite d'Alvaro Uribe, élu en 2002, a pris des mesures plus drastiques que son prédécesseur dans le but de reprendre le contrôle du pays, de mettre fin au conflit et ce, en intensifiant sa lutte armée contre les guérillas. Uribe a mis en place une série de mesures particulières dont le recrutement de plusieurs milliers de paysans comme informateurs. Le désir d'arriver à ses fins, peu importe les moyens est une option pour le moins dangereuse. En effet, que ce soit au niveau légal, institutionnel ou social, la société colombienne est soumise à un pouvoir militaire depuis la création de nouvelles « zones de réhabilitation et de consolidation », et non plus à un gouvernement local. En d'autres termes, le pouvoir militaire remplace le pouvoir municipal dans 27 municipalités. Cette autorité dispose des pleins pouvoirs sur le mouvement des personnes, l'imposition du couvre-feu, ainsi que sur l'interdiction du droit de manifestation. À cela s'ajoute un système judiciaire défaillant qui ne permet pas l'application et le maintien de l'ordre

²² UNDP, United Nations Development Programme, « Human Development Indicators 2003 for Colombia », *Human Development Reports 2003*, p.5. <http://www.undp.org/hdr2003/indicators/cty>

²³ Livingston, Grace. 2003. *Inside Colombia. Drugs, democracy and war*. Rutgers University Press.

²⁴ Penaranda, Ricardo y Javier Guerrero (libro colectivo), 1999, *De las armas a la política*. Edición de la Universidad Nacional.

selon les règles fondamentales du droit²⁵. L'accès au territoire sous contrôle militaire est sujet à une demande de visa pour les travailleurs humanitaires et les journalistes. Depuis le 11 août 2002, date à laquelle Uribe annonça sa réforme (décret 1837), les contours de sa politique de sécurité démocratique devinrent clairement visibles. Elle consiste à créer un vaste réseau d'informateurs, plus d'un million, et d'un contingent de 25 000 soldats paysans. Une telle mesure ne peut qu'instaurer un climat de méfiance entre dans les communautés et diviser les populations et elle ne contribue pas à créer un sentiment de confiance, nécessaire à toute paix. De plus, la relation mentionnée ultérieurement entre les paramilitaires et le gouvernement mine la légitimité de ce dernier puisqu'il est prouvé que les paramilitaires vivent non seulement de la drogue, mais qu'ils sont aussi responsables de plus ou moins 70%, voire 80%, des morts et disparitions en Colombie.²⁶

L'Organisation des Nations unies estime aussi que la Colombie est le pays, après le Soudan et l'Angola, avec le nombre le plus élevé de personnes déplacées à l'intérieur de ses frontières²⁷. Le déplacement forcé de la population, résultant soit de l'intimidation ou de la peur, est une stratégie délibérée dans ce conflit. En effet, toutes les factions désirent s'approprier le territoire, soit pour une question stratégique soit pour la culture de la coca, soit encore pour s'emparer d'une propriété privée²⁸. Augmentant avec la violence, ce segment de la population est maintenant évalué entre 2 et 3 millions²⁹ et il vit dans des conditions de pauvreté extrême. Marginalisée et concentrée dans les zones urbaines, sans accès aux services publics et avec peu de possibilité d'emplois, les

²⁵ Voir Colombia Country Management Unit, "Colombia Poverty Report", PREM Sector Management Unit for Latin American and the Caribbean Region, Vol.1, March 2002, p. 19.

[http://wbln0018.worldbank.org/LAC/lacinfoclient.nsf/d29684951174975c85256735007fef12/cd4d7bab40aaedfe85256ba300696faa/\\$FILE/Executive%20Summary%20\(264KB\).pdf](http://wbln0018.worldbank.org/LAC/lacinfoclient.nsf/d29684951174975c85256735007fef12/cd4d7bab40aaedfe85256ba300696faa/$FILE/Executive%20Summary%20(264KB).pdf)

²⁶ Par la Commission des Juristes de la Colombie dans CIP, Centre for International Policy, 05/07/2003, « Information on the combattants », *Colombia Project*, 27 August 2002.

<http://ciponline.org/colombia/infocombat.htm> et HWR, Human Rights Watch, *The Sixth Division, Military-Paramilitary ties and U.S. Policy in Colombia*, Human Rights Watch, New York, September 2001, p.8.

²⁷ Global IDP Database, 02-07-19, *Colombia, Profile Summary*, p: 1-7, www.idpproject.org

²⁸ Ibid

²⁹ OIM, Organización internacional para las migraciones. *Diagnostico sobre la poblacion desplazada en Colombia*, 2002.

déplacés, majoritairement des femmes et des enfants, sont souvent abandonnés à eux-mêmes. Les mesures ayant pour but de trouver une solution durable à leur problème et de les protéger sont demeurées jusqu'à ce jour inefficaces. Ayant le statut de « déplacés internes », ils ne sont pas reconnus au niveau de la communauté internationale comme des réfugiés et n'ont pas accès aux recours du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR).

Dans ce contexte, où certains acteurs ont intérêt à maintenir le niveau de violence actuel, toute initiative de paix restera difficile. De plus, considérant les perceptions antagonistes des causes du conflit et, surtout, les motivations financières des uns et des autres, toute résolution devra d'abord et avant tout prendre en considération les causes profondes du conflit, à savoir les revenus que procure le trafic de la drogue. En fait, le débat sur les causes actuelles du conflit est au point mort. Certains analystes prétendent que les motivations politiques des FARC sont encore légitimes, d'autres, que le narcotraffic aurait altéré leurs prétentions idéologiques et les aurait transformées en purs intérêts économiques. Stratégiquement, pour les FARC, l'approche d'Uribe alimenterait la légitimité de leur message dénonçant l'injustice qui leur assure le soutien des paysans dans la lutte. Selon une interprétation à la fois économique et politique des conflits avancée par Tony Addison et Mansoob Murshed, « la violence est une alternative à une production pacifique comme forme d'activité économique »³⁰. Cette théorie prétend que les conflits existent et persistent, en partie du moins, parce qu'ils sont financièrement rentables. En ce sens, la perpétuation de la violence est une décision rationnelle qui permet de réaliser plus de profit qu'en temps de paix³¹. Suivant cette théorie, en Colombie, l'objectif premier ne serait donc plus idéologique, mais économique. Sans violence, le lucratif trafic de la drogue ne pourrait avoir lieu. La production de la drogue est facile et peu coûteuse, en plus d'être extrêmement rentable. Si un accord de paix avait

lieu, cette production illicite serait sévèrement contrecarrée et ceux qui en profitent se retrouveraient sans revenu. Selon ces auteurs, les partis sont rationnels et leurs décisions, qu'ils soient favorables à la paix ou à la guerre, sont liées à la défense de leurs intérêts. La persistance du conflit réside dans le fait que la violence sert l'objectif des parties en présence. Si l'on voulait résoudre le conflit, le dialogue devrait inévitablement chercher à changer cette dynamique. Il faudrait alors chercher à rendre la paix « rentable », ou à tout le moins aussi profitable que la guerre, et ainsi amener les acteurs principaux à la table des négociations. De telles solutions impliquent forcément un changement dans les rapports de force, mais comment briser l'impasse? D'un côté, les forces gouvernementales ne parviennent pas à éliminer les FARC, de l'autre, les FARC ne sont pas en mesure d'accéder au pouvoir. À cela s'ajoute une autre question fondamentale, qui est celle de savoir comment rétablir la confiance entre les différents partis, après les nombreux échecs des tentatives de paix antérieures qui ont été avancées en 1984-87, en 1991, en 1992 et en 2002 ?

Dialogue avec les Groupes d'Autodéfense Unis de la Colombie (AUC)

Le conflit colombien a été marqué, depuis quelques mois, par un processus de dialogue entre le gouvernement colombien et les AUC qui a permis d'amorcer un processus de démobilisation de près de 5000 hommes. Dans la région nord-est de la Colombie appelée *El Catatumbo*, par exemple, ce sont 1425 paramilitaires qui sont en voie de démobilisation. Malgré des efforts incontestables, le processus rencontre des difficultés importantes et plusieurs organisations non-gouvernementales colombiennes et internationales critiquent le vide juridique ainsi créé, mais surtout, l'impunité que l'on offre à cette milice responsable de plus de 50% des cas de violations des droits humains et humanitaires commis en Colombie. Il existe également un autre plan appelé « *verdad, justicia y reparacion* » (« vérité, justice et compensation ») mais qui n'a pas de cadre juridique propre. Ce vide légal pourrait avoir des conséquences importantes sur le processus judiciaire des criminels de l'AUC. On voit déjà certaines communautés qui se font justice et qui renouvellent le cercle vicieux de la violence.

Les AUC démobilisés ont trois choix. Après avoir reçu une indemnisation durant environ trois

³⁰ (Traduction de l'anglais) Addison, Tony et Murshed, Mansoob. "On the Economic Causes of Contemporary Civil Wars", inédit, 15th August 2001, p.3.

³¹ Voir Collier, Paul. «Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy », Crocker, Chester A, Hampson, Fen Osler, et Aall, Pamela (eds.), *Turbulent Peace, The Challenges of Managing International Conflict*, United States Institutes of Peace Press, Washington, 2001, p. 143.

mois, ils sont soit intégrés dans le bataillon des Forces Armées Colombiennes le plus près, soit réinsérés au sein de coopératives de vigilance privées et légalisées, servant essentiellement à protéger des entreprises ou propriétés privées. Enfin, et c'est le troisième choix, certains d'entre eux rejoignent des groupes criminels urbains liés aux paramilitaires. Rappelons que ceux-ci contrôlent la majorité des villes en raison de leur mandat non-officiel de sécuriser les zones urbaines, aidant ainsi la police et les militaires à reprendre le contrôle du pays des mains de la guérilla. Par ailleurs la démobilisation des AUC n'est en aucun cas une garantie que les autres groupes suivront ce processus. On constate au contraire que, dans la lutte pour les territoires de production, les zones laissées libres par les AUC sont ou bien rapidement reprises en main par ces mêmes paramilitaires ou bien par d'autres groupes de guérilla. Bref, la situation en Colombie risque de se détériorer encore avant qu'une solution efficace et crédible émerge de négociations engagées entre les acteurs en présence sur le terrain.